

Jusqu'ici les Puissances ont répondu à l'appel : la Grande Bretagne, la France, l'Italie et la Russie en décidant de ne pas souffrir plus longtemps la lutte en Crète et d'imposer aux combattants la cessation des hostilités, même par la voie des armes. Ce qui a eu lieu, les flottes alliées ayant forcé les insurgés canadiens à mettre bas les armes.

L'Allemagne voulait aller plus loin et demandait qu'on bloquât le Pirée qui est le port d'Athènes. Elle a vu sa proposition rejetée. On sait que l'empereur d'Allemagne a une sourde hostilité contre le roi de Grèce qui a converti la princesse Sophie de Prusse, femme de son fils Constantin à la religion orthodoxe grecque. De là sa décision précipitée. L'Autriche observe la situation tout en faisant des préparatifs de guerre.

La France, fidèle à sa parole, accepte les engagements contractés et soutient—certainement à contre-cœur—une politique en contradiction avec ses sentiments. On sait ce que lui doit la Grèce au moment de la bataille de Navarin.

La situation est grave et des plus tendues : il suffirait d'un éclat subit pour mettre le feu aux poudres. On avait cru un instant l'affaire réglée, mais tout est remis en question. Cependant il n'est pas possible qu'il ne sorte de là la déclaration formelle de l'autonomie de la Crète, et peut-être son annexion à la Grèce sous le gouvernement du prince George de Grèce. Mais ce serait un commencement de démembrement et le fait est grave en lui-même.

Cependant il faut reconnaître en principe qu'il est de plus en plus urgent de rejeter les turcs dans leur possessions asiatiques ; le sectarisme farouche du mahométisme n'est plus en rapport avec les conditions actuelles de la civilisation. Cette société pourrie, corrompue, a fait son temps : et de toutes parts, au nom de la morale, du progrès on en réclame l'éloignement. C'est une tache honteuse qui déshonore l'Europe chrétienne.

Nous croyons devoir mettre en garde les lecteurs contre les dépêches venant d'Europe qui sont trop souvent faussées dans leur esprit par leurs auteurs selon qu'elles proviennent d'Allemagne, de Grèce, de Turquie ou de St-Petersbourg : chacun a intérêt à défendre sa politique. Il est bien à désirer, en tout cas, qu'on parvienne à calmer la surexcitation des Grecs. Ils feront mieux leurs affaires en suivant avec sang-froid le cours des événements qui paraît leur être favorable.

.

. **Espagne.** — La révolte de Cuba n'est pas encore comprimée et malgré les efforts du gouvernement Espagnol, on ne peut dire que le général *Weyler* ait obtenu les résultats qu'il espérait. De part et d'autre, on est dans l'expectative. Ce qui est à plaindre, ce sont les malheureux propriétaires d'usines ou de grandes exploitations agricoles, dont les industries sont entravées, sans espoir d'obtenir d'indemnités. L'intervention des Etats-Unis ne paraît pas se continuer et il est à désirer que le nouveau président ne modifie pas la politique suivie à cet égard par Cleveland.